

La Commission de la politique de sécurité ne reconnaît pas les signes du temps.

La décision de la Commission de la politique de sécurité du Conseil des États (CPS-E) de recommander le rejet de la motion du groupe PBD « Élargir la base démocratique des exportations d'armes » est regrettable et témoigne de l'incapacité de ladite commission à comprendre les signes du temps.

Par sa décision, la CPS-E a aujourd'hui démontré qu'elle ne prenait pas au sérieux les besoins de la population, puisque quelque 100 000 personnes ont déjà signé l'initiative de rectification. La population a clairement témoigné de sa position très critique envers un assouplissement des dispositions régissant l'exportation du matériel de guerre.

Les conditions d'exportation du matériel de guerre nécessitent un soutien démocratique à large échelle. La motion du groupe PBD demande que le Parlement, donc les représentantes et représentants élus par le peuple, en assumant à l'avenir la responsabilité. Le peuple aurait en plus la possibilité de lancer un référendum.

Reste à savoir si le Conseil des États suivra l'avis de sa commission en mars et rejettera ladite motion.

Renseignements :

Martin Landolt, conseiller national, 079 620 08 51

12.02.2019